

La Relève : le par(t)i du changement

Stéphane Séjourné (SBN), Maxance Barré (AF 86), Julien Parelou (CNA 87), Arthur Clouzeau (CCR Poitou-Charentes), Hervé Challeil (AF 63), Simon Mandeville (BN 63), Thibault Delahaye (SBN), Stéphanie Dupont (AF 79), Sacha Houlié (CNA 86), David Bousquet (CNA suppléant 38).

Pour la jeunesse européenne, le résultat du scrutin du 7 juin est redoutable. Fortement abstentionniste, elle n'a trouvé de débouchés politiques aux luttes sociales qui ont pu être menées au cours de l'année passée. Face à la crise du système, un blanc-seing est donné à ceux qui en sont la cause et qui n'y apportent que des réponses conjoncturelles. Plus que jamais, le combat politique, pour la justice sociale, au niveau européen, est un impératif. Nous ne pouvons nous satisfaire de la révolte, nous ne pouvons nous satisfaire de la colère, du désenchantement, si nous ne donnons pas les moyens à chacun de s'investir dans un projet de société différent.

Plus que l'hypothétique fin de la social-démocratie européenne, ce scrutin marque la nécessité d'un nouveau départ pour une gauche qui, à force de s'observer elle-même, ne s'est pas rendu compte, que plus personne ne la regardait.

C'est pourtant la gauche qu'il faut rebâtir aujourd'hui. Non pas simplement comme un amas de forces électorales, qu'il s'agit d'unir ou de comparer sur un gradient quelconque donnant, selon le moment, la légitimité historique, idéologique ou populiste. L'union de la gauche n'est pas un slogan que l'on doit ressortir quand nous sommes faibles seuls, mais l'aspiration de faire que tous les progressistes, ensemble, soient forts. La responsabilité du MJS dans ce défi est immense : en tant que principale organisation politique de jeunesse, elle devra y prendre sa charge. Le prix de cet engagement est plus lourd qu'un simple « dépassement » dans les mots ou dans les discours.

Le contexte est celui d'une crise. Pas seulement financière, bancaire, monétaire, économique, géopolitique ou environnementale... cette crise, c'est celle de l'interdépendance des pays, corollaire à l'affaiblissement de l'Etat. Sortir de cette situation nécessite la mise en place d'instruments de régulation à l'échelle mondiale. Eux seuls peuvent garantir l'équilibre entre les Etats, la paix, la sécurité économique et écologique. De même, le renforcement des pouvoirs publics doit être considéré comme le moyen de préserver les libertés individuelles, de lutter contre le repli communautaire et de garantir la justice sociale.

I. L'urgence européenne.

Prendre possession du terrain de jeux politique européen

La bataille électorale est finie, celle des idées commence. Comment milite-t-on pendant cinq ans au niveau européen, ensemble, et en particulier où la droite a été majoritaire ? Comment se lamenter en France, quand en Roumanie, l'extrême droite fait 27% ? Avant qu'il ne soit trop tard, parce qu'une victoire de la gauche uniquement en France serait inutile, faisons nôtre le terrain de jeux politique européen. La « bataille culturelle », c'est là qu'elle se mène. Le seul combat est contre le conservatisme, la réaction, le communautarisme et la reproduction sociale.

Comment incarne-t-on aujourd'hui l'alternative, le progressisme et l'espérance ? Comment s'inscrit-on dans les nombreuses batailles politiques à mener au niveau européen ? Faut-il réformer ECOSY ? Sans doute. Y prendre toute sa part ? Certainement.

Mais pourquoi ne pas aller au-delà ? Exigeons et soyons à l'initiative de la mise en place d'assises européennes de la jeunesse, avec les mouvements de jeunes, les organisations militantes, les associations. Notre responsabilité est de faire comprendre que les enjeux, les aspirations et les combats sont les mêmes de chaque côté du Rhin comme au-delà du détroit des Dardanelles.

Cette bataille militante nous pouvons la mener, parce que nous sommes socialistes. Ces objectifs, nous pouvons les atteindre, parce que nous sommes sociaux-démocrates et réformistes.

Sociaux-démocrates et réformistes

La question de la social-démocratie est essentielle. Elle sert de bouc émissaire pratique. Mais comment peut-on avoir dénoncé les Zapatero ou les Schroeder d'hier, clamant que nous n'étions pas comme eux, et aujourd'hui, dans la défaite, dire que c'est parce que nous sommes comme eux que nous n'avons pas gagné ? La réalité est que nous n'avons jamais voulu nous engager dans la social-démocratie européenne. La réalité, c'est qu'elle n'a jamais véritablement existé. Notre responsabilité n'est-elle pas d'avoir abandonné ce combat d'idée pour finalement dénigrer une « étiquette » qui aujourd'hui pourrait sembler usagée ?

Ce sont des mots dont nous avons peur. Le premier d'entre eux est le réformisme. Ce qui doit caractériser le socialisme, c'est l'intensité de son réformisme. Il y a donc des réformes fortes, simples, intelligibles par tous, qui transforment une société : ce sont celles-là qui sont attendues des socialistes. Ce sont celles-là qu'ils ont su faire aboutir en abolissant la peine de mort, en votant la décentralisation, en bâtissant l'union monétaire en Europe ou en instaurant les 35 heures. C'est de cette ambition que nous devons nous revendiquer. Nous n'avons jamais réussi à l'assumer réellement tant au niveau français qu'euro-péen.

II. Construire un projet socialiste, démocratique et européen

Faire émerger un projet novateur et crédible

Malgré les enjeux portés par une alternative face au libéralisme, par la social-démocratie, le constat est alarmant.

La vraie question est notre capacité à incarner durablement, pour le plus grand nombre, une alternative face à un système qui produit plus d'inégalités que de richesses, plus de souffrances que de progrès, plus de tensions que de coopération. Or, aujourd'hui, nous n'incarbons ni l'alternative, ni l'alternance.

Ce système se nourrit d'un désintérêt cyclique des masses pour l'action politique. C'est à nous de redonner un sens au changement démocratique. Le dénouement des dernières élections européennes a montré que les forces progressistes n'ont pas su apporter de réponses crédibles aux montées du protectionnisme, nationalisme et au repli sur soi. Le désaveu dans les urnes ne peut dès lors apparaître comme une surprise. Il reflète, au contraire, largement notre incapacité à mobiliser, jusqu'à notre propre électorat.

Si le premier combat de la gauche est celui de la lutte contre les inégalités, elle ne peut faire l'impasse sur l'élaboration d'un projet de société et l'incarnation dans de nouvelles luttes lui permettant de dépasser ce qui aujourd'hui la divise.

Unir la gauche

L'union de la gauche n'est pas une seule question d'arithmétique électorale. Et c'est précisément pour cela qu'elle ne peut se faire avec les partis ou les individus qui par le passé ont gouverné avec la droite. De la même manière, elle n'a de sens que si elle incarne une alliance de gouvernement excluant, dans le principe, ceux qui aujourd'hui se revendiquent d'un autre combat que celui de la démocratie.

L'union de la gauche doit se faire sur l'élaboration d'un projet politique commun qui ne saurait être seulement l'addition des spécificités de chacun mais le développement d'aspirations communes.

L'union de la gauche, ce n'est pas une conduite stratégique hasardeuse. Cela doit être un engagement durable, fondé et forgé grâce à une pratique et un horizon politiques communs, comme cela peut déjà être le cas là où nous sommes déjà en co-responsabilité. L'alliance purement électorale, ne pourra aboutir qu'à de nouveaux déchirements.

Passer des paroles aux actes ?

Plus que jamais, les propos que nous tenons, les propositions que nous esquissons n'ont de sens que s'ils se traduisent par des actes. Il existe des changements de pratiques politiques permettant de faire changer la gauche.

Le non-renouvellement de la classe politique à gauche est indubitablement un facteur important du désaveu des électeurs. Il est un des éléments principaux ayant amené le parti socialiste à se scléroser. Le non-cumul des mandats, tant dans le temps que dans les fonctions, ne doit plus être un slogan de circonstance. Il doit devenir une réalité que s'impose à tous. C'est la condition essentielle du renouvellement des têtes et des idées, et à l'émergence de nouvelles générations. Il ne doit pas être perçu, à l'instar des primaires comme une fin en soi mais comme un instrument pour bousculer la gauche. Nous n'avons pas besoin d'instruments de marketing électorale, ce qu'il nous faut c'est dépasser les cadres, là où se gagne la vraie légitimité aux yeux des français. Ce combat, nous devons le porter au sein de la famille socialiste. Il n'est envisageable que par la promotion d'un véritable statut de l' élu (permettant de garantir des moyens d'actions et un équilibre entre la vie publique et le parcours professionnels) et une meilleure reconnaissance des collectivités territoriales par l'Etat, ne nécessitant pas d'être parlementaire pour pouvoir défendre l'intérêt de sa population.

Réformer notre mode de relation avec les partenaires sociaux est un impératif. On ne peut se contenter d'un partage des « tâches » ne servant ni l'un, ni l'autre. Nous devons devenir leur voix, clairement et sans ambiguïté, partout là où nous pouvons la porter. La double appartenance des militants ne suffit plus. Proposons aux syndicats de participer, avec d'autres, à l'élaboration d'un programme social pour 2012.

Autant que les partenaires syndicaux, c'est à la société civile que nous devons nous ouvrir : aux associations, aux collectifs, aux mouvements, partout où s'engagent les citoyens dans la vie publique, nous devons être présent et créer la gauche du quotidien.

III. La place du MJS dans cette transformation

La séquence politique qui est devant nous est majeure : refondation du Parti Socialiste, union de la gauche, congrès du Mouvement des Jeunes Socialistes... Nous avons donc une responsabilité historique.

Ce que les uns et les autres ont pu porter ces dernières années, il s'agit maintenant de le réaliser. Si la gauche doit s'ouvrir, si la famille socialiste doit changer, le Mouvement des Jeunes Socialistes ne peut se contenter de donner des leçons. Puisqu'il s'agit de la nécessité impérieuse d'une véritable remise en cause de notre militantisme et peut-être d'abord de

nous-mêmes, le Mouvement des Jeunes Socialistes ne saurait ni ne pourrait ne pas s'y engager pleinement. Notre organisation doit changer et s'adapter aux combats politiques de demain.

C'est pour cela qu'à l'ouverture de ce prochain congrès, notre démarche est de prendre part à ce changement, sans a priori ni préalable.

Intenter une nouvelle forme de gouvernance pour le MJS, c'est vouloir le rendre plus efficace, plus réactif, plus inclusif et donc plus démocratique. Notre organisation se doit de se tourner vers l'extérieur, s'ouvrir aux associations, travailler en lien avec la jeune gauche. Nous souhaitons l'organisation rapide d'assises de la jeune gauche, ainsi que l'ouverture de grands chantiers ouverts également sur la société civile grâce à des conventions nationales trimestrielles organisées sur l'ensemble du territoire.

Dans ce cadre, nos instances nationales doivent impérativement évoluer vers plus de transparence et d'efficacité. Trop souvent, nos débats sont stériles, fait d'oppositions claniques et de postures politiques. Ne pourrions-nous pas par exemple, au sein des différents cadres de notre organisation, envisager que certaines organisations associatives, syndicales et politiques puissent assister et intervenir dans nos débats pour qu'une réelle confrontation d'idées s'amorce ?

La place du MJS au sein de la gauche est de porter des combats pour la bousculer, pour la transcender et pour la transformer. Porter les primaires à gauche, ce n'est pas porter le mode de désignation d'un candidat. C'est prendre conscience que la famille socialiste, à elle seule, n'incarne pas la gauche. C'est vouloir créer les conditions de l'élaboration d'un projet de société légitimé par la mobilisation durable du plus grand nombre. C'est se faire souffrance pour dépasser nos propres cadres, nos pratiques politiques et nos traditions militantes. C'est accepter que les rapports réciproques entre nos structures et les citoyens ont changé et qu'il s'agit aujourd'hui de les réconcilier.

La relève, ce n'est pas le combat d'une génération qui remplacerait la précédente, forcément ou nécessairement plus incapable. La relève, c'est ceux qui aujourd'hui prennent conscience des impératifs dont dépend notre survie. C'est ceux qui aujourd'hui, veulent dépasser les combats d'hier pour construire ensemble, à gauche, les conditions des victoires politiques de demain, en France et en Europe.